

POLÉMIQUE AUTOUR DU BILLET DE 2 000 DA

Les étranges réponses de Djoudi

Le nouveau billet de 2000 dinars est-il oui ou non détecté comme un faux billet ? L'argentier du pays dit ne pas en savoir plus que ce qui a été écrit dans la presse. Karim Djoudi préfère renvoyer la balle dans le camp de la Banque d'Algérie.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Interpellé lors de son passage à la Chaîne III au sujet de la polémique entourant l'émission du nouveau billet, le ministre des Finances s'est montré plus qu'évasif.

A la journaliste qui lui posait la question, Djoudi a, dans un premier temps, affirmé être gêné de répondre à des questions qui concernent la Banque d'Algérie avant de dire «je crois savoir que la Banque d'Algérie a effectivement émis un billet mais j'ai cru comprendre à travers la presse que le paramétrage des instruments de contrôle et des distributeurs n'étaient pas effectifs mais il faut le faire vérifier auprès de la Banque d'Algérie qui est l'autorité en charge de l'émission de ces billets».

Au final, le ministre des Finances, sans confirmer ni infirmer, ne fait qu'ajouter à une polémique qui a accompagné la mise

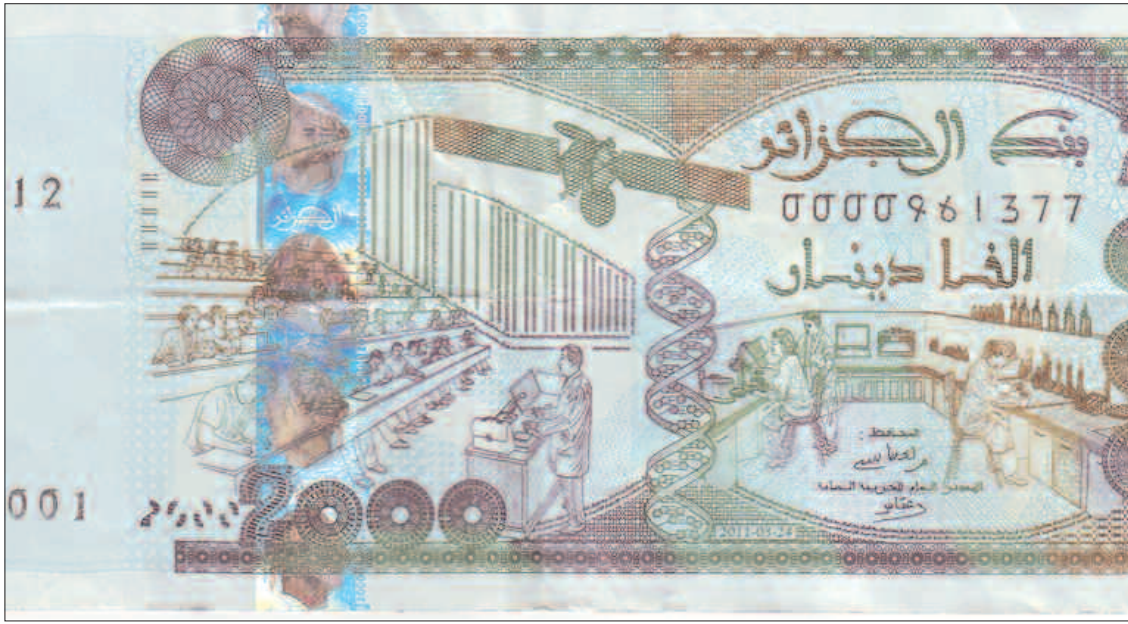


Photo : DR

Un vrai-faux billet de 2 000 DA ?

en circulation du nouveau billet que la Banque d'Algérie présentait comme infalsifiable.

Le ministre des Finances semblait par contre avoir plus de certitudes au sujet du crédit à la consommation. Catégorique, il balaye du revers de main la possibilité de le rétablir, expliquant que le crédit en question devait être accompagné d'au moins deux éléments : une gestion des risques pour éviter le surendettement des ménages et une production nationale en mesure d'ac-

compagner la demande.

«Je ne dis pas que le crédit à la consommation est un non-sens économique mais il ne doit pas mettre en péril les ménages d'où la nécessité de la mise en place de la centrale de risque.

Deuxièmement, il doit profiter à l'économie nationale, or l'expérience a démontré qu'il s'orientait à 90% pour des véhicules non fabriqués en Algérie.» Est-il envisageable de le réintroduire un jour. Réponse de Djoudi : «A partir du moment où il y a production

nationale, il semble être utile.»

Le ministre des Finances, interrogé au sujet des problèmes récurrents de manque de liquidités à Algérie Poste, expliquait qu'un comité avait été mis en

place afin d'améliorer la situation au niveau des guichets de la poste. En réponse à une question relative aux réserves de change, le ministre des Finances expliquait que «plus vous prenez de risque et plus vous avez de rendement. L'investissement se fait dans les actifs d'Etat et non pas privés où on peut perdre. Je laisse à la Banque centrale le soin de dire quel est le niveau de rémunération». Est-il toujours question de créer un fonds souverain ? Là aussi, la réponse se veut prudente.

Djoudi explique que «nous avons initié une démarche avec des partenaires pour pouvoir réfléchir à une gestion plus active de nos réserves de change. Il est évident que nous sommes dans un contexte international de grande incertitude, peu de personnes peuvent tracer la trajectoire, la prudence voudrait que nous soyons dans la démarche actuelle». La ferveur pour le fonds souverain est visiblement retombée.

N. I.

POURSUITE DES DÉBATS SUR LA LFC À L'APN

Les députés proposent 38 amendements

Trente-huit amendements au projet de loi de finances complémentaire pour 2011 ont été soumis par des députés, alors que le débat sur ce projet se poursuivait hier pour la seconde journée dans l'hémicycle de l'Assemblée populaire nationale.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Les 38 propositions complètent la trentaine d'amendements et modifications déjà formulés par la commission finances et budget de l'APN qui a examiné ce projet durant les dernières semaines.

Ces demandes de modifications émanent de la plupart des partis représentés, notamment du Parti des travailleurs (PT). Entamés la veille dimanche, les débats se sont poursuivis hier, marqués par une forte contestation de la gouvernance actuelle, l'invite à encourager le développement de la production nationale dont celle agricole, et non l'importation, l'incompréhension quant aux avantages concédés aux commerçants, des questionnements sur la politique de subvention des produits alimentaires... Voire, des députés du Parti des travailleurs (PT) ont fortement contesté la politique économique du gouvernement, en présence du ministre des Finances, très placide et réservé.

Ainsi, ces élus ont formulé des critiques assez véhémentes



Photo : Samir Sid

Les débats ont été marqués par une forte contestation de la gouvernance actuelle.

à l'égard des concessions octroyées essentiellement aux «barons. Plutôt au baron» du sucre, le bradage du patrimoine industriel public comme dans le cas de la privatisation de l'entreprise Alver rachetée par le verrier français Saint-Gobain...

Et de soulever le problème des travailleurs vacataires notamment les 1 200 agents du secteur des Douanes qui ne bénéficient d'aucune mesure de réintégration malgré leurs 13 ans d'activité, et les conséquences néfastes du maintien de l'article 87-bis sur le pouvoir d'achat des travailleurs.

Comme d'autres députés ont déploré l'inefficience, l'absence de suivi de la dépense publique, l'inutilité de certains fonds spéciaux...

L'occasion aussi de l'habituelle prolifération sur les problèmes locaux, les disparités de développement, au-delà des problèmes persistants comme le coût du transport aérien pour les habitants du sud du pays.

Des préoccupations et des critiques auxquelles le ministre des Finances devrait répondre aujourd'hui durant la séance plénière de l'après-midi.

C. B.

GRÈVE DES POSTIERS Vers l'apaisement ?



Photo : Samir Sid

Alors que les différents employeurs de la Fonction publique commenceront le virement des salaires à partir de cette semaine, les bureaux de poste sont toujours fermés. Selon une source syndicale, les négociations entamées entre la Fédération des travailleurs de la Poste et la tutelle sont finalisées. Un retour à la normale est envisagé vers la fin de la semaine.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Les travailleurs des bureaux de poste persistent et signent : «Nous ne reprendrons le travail qu'après satisfaction totale de nos revendications.» La direction d'Algérie Poste s'est donné comme échéance le 24 du moins en cours pour répondre à leurs revendications. Or, les virements des salaires des travailleurs des différents secteurs se feront à partir de cette semaine. C'est le cas pour les employés de l'éducation nationale dont les salaires sont en cours de virement ou ceux de la DGSN qui seront payés à partir du 12 de ce mois et les retraités à partir du 18. Un flux et une demande que les distributeurs automatiques n'arriveront sûrement pas à satisfaire.

La Grande-Poste d'Alger a fait appel à ses cadres et directeurs centraux pour remplacer les guichetiers. Là encore, un seul bureau ne pourra pallier les problèmes. Algérie Poste compte-t-elle mettre une stratégie pour permettre à ces employés de percevoir leur paie ?

Selon une source syndicale, les négociations entre la Fédération des travailleurs de la Poste et des TIC (FNTIC), affiliée à l'UGTA, et la tutelle ont été finalisées samedi. Selon le syndicaliste, la tutelle a répondu favorablement à l'ensemble des doléances des postiers.

Les travailleurs revendiquent une augmentation salariale de 30% et l'élaboration de plans de carrière. Ils réclament également l'augmentation de leurs indemnités mensuelles et un avancement de grade en fonction de la compétence et de l'ancienneté et de bénéficier des primes de rendement individuel et collectif (PRI et PRC). Un retour à la normale, dira le syndicaliste, est envisagé au plus tard pour la fin de semaine. «Nous avons obtenu gain de cause, les postiers devraient reprendre le travail mercredi ou jeudi», rassure la même source. Une bonne nouvelle pour les 13 millions d'Algériens détenteurs de compte CCP.

S. A.